



Paris, le 11/09/2026

SOUTIEN A LA GRÈVE A RADIO FRANCE

L'extrême droite et ses idées ne doivent pas avoir de place sur le service public

L'arrivée à France Inter de Charles Sapin, directeur adjoint du journal d'extrême droite *Valeurs Actuelles*, afin de livrer chaque dimanche matin un édito politique, est insupportable.

Il y a encore quelques années, l'idée de nommer un éditorialiste qui remet sciemment en question la terminologie « d'extrême droite » pour qualifier les courants et partis allant du Rassemblement national (RN) à ses alliés de la droite radicale, qui relativise les condamnations pour racisme de Jean-Marie Le Pen ou qui verse dans le révisionnisme sur la guerre d'Algérie, aurait été inconcevable.

Nous sommes désormais face à une inversion de valeurs. Suivant un arrêt du Conseil d'état en février 2024, le pluralisme dans le service public de l'audiovisuel doit notamment se traduire par un équilibre manifeste des courants de pensée et d'opinion. Les dirigeantes de l'audiovisuel public l'interprètent comme un devoir de recruter des éditorialistes d'extrême droite. Or, le rapport Lasserre sur l'impartialité de l'audiovisuel public, remis à l'Arcom en mai 2026, rappelle bien la vacuité de la "fausse équivalence" : 5 minutes pour les racistes, 5 minutes pour les antiracistes.

Impossible d'invoquer le pluralisme pour défendre des discours qui nient le pluralisme. Rappelons ce qu'est l'extrême droite et ce qu'elle porte : l'inégalité entre les personnes sur la base de la préférence nationale, la remise en cause des libertés comme on le voit dans les communes dirigées par le RN, le racisme comme l'a montré les diverses condamnations en justice du journal *Valeurs Actuelles* dont on prétend aujourd'hui recruter un dirigeant ... Pour la CGT, les idées d'extrême droite ne doivent avoir cours sur aucun média et cette exigence doit être absolue dans l'audiovisuel public, son socle étant les cahiers des missions et des charges des sociétés, chargées notamment de promouvoir la lutte contre les discriminations et de veiller au respect de la dignité humaine.

Nous le disons haut et fort, les salarié·es, les journalistes et le public qui se mobilisent actuellement font l'honneur de Radio France et de l'audiovisuel public !

La Fédération CGT Spectacle apporte son indéfectible soutien au mouvement de grève qui s'oppose à cette nomination indigne sur le service public.

La direction de France Inter doit faire marche arrière et retirer cet édit au directeur adjoint de *Valeurs actuelles*.

Fédération Nationale des Syndicats du Spectacle, de l'Audiovisuel, du Cinéma
de l'Information, des Arts et de l'Action Culturelle CGT
14-16, rue des Lilas 75019 PARIS - 01 48 03 87 60 - https://linktr.ee/CGT_Spectacle

